



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

07. 10. 2010

Unité territoriale d'Indre et Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

Référence : SV/SNCF-TECHNICENTRE-UOM/RAAPC/06.10.2010

Affaire suivie par : Stéphane VIALLE

Affaire vérifiée par : Maud GOBLET

stephane.vialle@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 16 – Fax : 02 47 44 63 89

Objet : Etablissement SNCF – TECHNICENTRE – UOM à Saint Pierre des Corps.
- Mise à jour administrative suite à l'évolution des activités.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

La reconfiguration des activités et la modernisation du site de l'établissement SNCF TECHNICENTRE UOM situé au 269 avenue Stalingrad à Saint Pierre des Corps nécessite une mise à jour administrative des installations classées pour la protection de l'environnement.

sommaire :

1. situation administrative
2. instruction de la demande
3. conclusion et proposition de l'Inspection

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

1.1 Historique de l'établissement SNCF - Technicentre UOM

1939 : naissance du dépôt de Saint Pierre des Corps
1944 : destructions dues aux bombardements
1958 : reconstruction du dépôt
1996 : création de l'Etablissement Matériel Traction (EMT)
2006 : séparation des activités en deux entités :
- l'UOM rattaché à l'EIMM de Saint Pierre des Corps (situé rue des ateliers)
- l'UP Traction voyageurs rattaché à l'établissement Traction Centre situé à Fleury les Aubrais (45).
2008 : L'EIMM devient Technicentre.

A ce jour, le propriétaire est la SNCF – Etablissement Traction Centre (ET Centre) et l'exploitant est la SNCF – Technicentre de Saint Pierre des Corps.

Le Technicentre est composé du Technicentre - Chantier Central situé au 71 rue des Ateliers à Saint Pierre des Corps et du Technicentre - UOM situé 269 av de Stalingrad à Saint Pierre des Corps.

Le Technicentre UOM¹, objet du présent dossier, bénéficie d'arrêté préfectoraux autorisant les installations exclusivement au 269 avenue de Stalingrad à Saint Pierre des Corps.

1.2 Nature des activités

L'UOM assure la maintenance des engins ferroviaires pour le compte de ses clients. Le site présente deux activités distinctes :

- le ravitaillement en carburant et le nettoyage des engins,
- l'entretien et la maintenance des engins.

1.4 Situation administrative de l'établissement

L'exploitant bénéficie de :

- l'arrêté préfectoral n°10787 du 6 novembre 1973 dont les prescriptions ont été abrogées par l'arrêté du 1^{er} mars 1984,
- l'arrêté préfectoral n° 12134 du 1^{er} mars 1984 dont les prescriptions ont été abrogées par l'arrêté du 16 janvier 2009 mentionné ci-après,
- l'arrêté préfectoral n° 14000 du 8 juillet 1993 autorisant la SNCF à poursuivre l'exploitation des activités exercées sur le site du dépôt des machines à Saint Pierre des Corps, avenue Stalingrad,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14749 du 7 mai 1997 dont les prescriptions ont été abrogées par l'arrêté du 16 janvier 2009,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16054 du 11 janvier 2002 imposant des mesures d'urgence en vue de limiter tout risque de pollution des eaux résultant d'une fuite accidentelle de gazole,
- l'arrêté préfectoral n° 18185 du 1^{er} août 2007 prescrivant un Plan de Gestion des Pollutions,

¹ appelé UOM dans la suite du rapport

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18506 du 16 janvier 2009 imposant à la SNCF – Etablissement Traction Centre des prescriptions techniques supplémentaires sur le site de Saint Pierre des Corps ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18825 du 15 juillet 2010 prescrivant à la société TECHNICENTRE UOM située sur la commune de Saint Pierre des Corps des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

2.1 Objet de la demande

L'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter le 23 décembre 2009 à la Préfecture d'Indre et Loire.

Cette demande est intervenue dans le cadre d'un projet de réorganisation des activités et de modernisation du site de l'UOM.

2.1.1 Réorganisation des activités

Certaines activités exercées sur le site de l'UOM étaient rattachées à l'UP Traction voyageurs. Dorénavant toutes les activités situées au 269 avenue Stalingrad sont exploitées par l'UOM. L'exploitant souhaite que toutes les activités de l'UOM soit regroupées dans un seul arrêté préfectoral d'autorisation.

En effet, l'ancienneté du site et les multiples évolutions des activités ou des changements de structures, ont conduit à la création de multiples arrêtés préfectoraux (cf. point 1.4) rendant difficilement lisible la situation administrative de l'établissement.

2.1.2 Modernisation du site de l'UOM

Une aire de distribution de carburant pour les engins ferroviaires (rames ou locomotives) et une aire de chargement / déchargement de camions citernes ont été construites.

2.1.2.1 Construction d'une aire de distribution de carburant pour engins ferroviaires

Cette station de distribution, récemment construite, sera utilisée pour ravitailler en carburant les Trains Express Régionaux (TER) et des locomotives fret et voyageurs. Elle remplacera l'ancienne station de distribution qui va être détruite.

2.1.2.2 Construction d'une aire de chargement / déchargement camion

Cette aire servira à remplir des camions citernes en gasoil. Ceux-ci iront par la suite alimenter des dépôts de la SNCF situés dans l'Ouest et le Sud Ouest de la France.

Les camions citernes utiliseront également cette aire pour approvisionner l'UOM en produit neuf nécessaire à l'activité du site, à savoir de l'huile et du liquide de refroidissement, et également pour récupérer les produits usagés.

2.2 Modifications de la nomenclature

Le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant notamment la rubrique 1435 : « Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. »

L'installation existante de distribution de carburant pour engins ferroviaires classée au titre de la rubrique n°1434-1b de la nomenclature dans le dossier de demande d'autorisation précité est concernée par cette nouvelle rubrique.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se faire connaître pour faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité.

En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Par courrier du 26 juillet 2010, l'exploitant nous a indiqué que l'activité de distribution de carburant pour engins ferroviaires est une installation classée soumise à déclaration au titre de la rubrique n°1435.3.

2.3 Instruction de la demande

Comme vu précédemment l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation dans une volonté de clarification administrative et également suite à une modernisation du site.

Cette modernisation se traduisant par la construction d'une aire de chargement / déchargement de camions citernes et d'une nouvelle station de distribution de carburants pour engins ferroviaires.

Les installations relèvent des rubriques décrites dans le tableau ci-dessous.

libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Avant			Après		
		Volume autorisé	Rubrique	régi me	Volume autorisé	Rubrique	régi me
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Stockage aérien de gasoil : - 2 cuves de 500 m ³ - 1 cuve de 10 m ³	202 m ³	1434-2.a	A	pas de changement		
installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Aire de dépotage wagons (destinée à alimenter en gasoil les cuves précitées)	pas de seuil	1434-2	A			
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur	Atelier principal : 3475m ² Atelier ZTER : 3363 m ² Atelier XTER : 2262 m ²	9100 m ²	2930-1.a	A			
installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables de la catégorie de référence	Station service pour engins ferroviaires	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">A</div> 4,8 m ³ /h	1434-1.b	DC	1700 m ³ /an	1435-3	DC
installations de chargement de véhicule citerne pour les liquides inflammables de la catégorie de référence	Aire de chargement pour les camions citernes	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">B</div> néant			12 m ³ /h	1434-1.b	DC
nettoyage, dégraissage des métaux	5 fontaines EXXSOL D60	1000 litres	2564-2	DC	pas de changement		
compression	2 compresseurs d'air	92 kW	2920-2.b	D			

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

A : Il s'agit d'une nouvelle station en remplacement de l'ancienne qui va être détruite. Cette installation était déjà autorisée par les arrêtés préfectoraux antérieurs et l'exploitant bénéficie de l'antériorité (cf. point 2.2).

B : L'aire de chargement pour les camions est une nouvelle installation classée soumise à déclaration.

Les opérations de modernisation du site ne constituent pas une évolution substantielle des activités au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

Pour autant l'ancienneté du site du TECHNICENTRE UOM nécessite de mettre à jour les études de dangers et d'impact.

Par conséquent en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, nous proposons un arrêté préfectoral complémentaire qui a deux objectifs :

- mettre à jour la situation administrative des installations classées et apporter une clarification des activités de l'UOM, comme le souhaite l'exploitant,
- prescrire à l'exploitant une étude d'impact et une étude de danger de ses installations.

Dans un deuxième temps et en fonction des études susmentionnées, nous proposerons un arrêté préfectoral complet qui mettra à jour les prescriptions applicables à l'établissement et abrogera les arrêtés préfectoraux antérieurs.

4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Nous proposons de prendre, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

L'Inspection des Installations Classées soumet également à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ce projet d'arrêté auquel elle donne un avis favorable.

Le technicien supérieur de l'industrie et des mines
Subdivision Environnement
Risques Chroniques et Déchets


Stéphane VIALLE

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement du Territoire et des Installations Classées

Pour le Directeur et par délégation
La Chef de la Subdivision Environnement
Risques Chroniques et Déchets


Maud GOBLET

